



Paris, le 12 septembre 2008

Le Conseil d'administration du Centre des Jeunes Dirigeants et Acteurs de l'Economie Sociale (CJDES), réuni le 11 septembre 2008, soutient l'initiative du collectif « Non à EDVIGE » et l'appel à l'abandon du fichier EDVIGE instituant le fichage systématique et généralisé, dès l'âge de 13 ans, par la police des militants syndicaux, politiques, associatifs et religieux.

Ce nouveau traitement automatisé données à caractère personnel a le mouvement associatif en ligne de mire. Le fichier EDVIGE (Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale) permet aux services de renseignements de collecter des informations sur tous les militants politiques, associatifs ou syndicaux, et sur toute personne ou groupe susceptible de porter atteinte à l'ordre public, à partir de l'âge de treize ans. Il permettra ainsi de compiler les données « identitaires » sur des personnes ou des groupes sur la simple et très hypothétique perspective de trouble à l'ordre public. Nous serons donc tous touchés.

Le secteur de l'économie sociale, notamment formé de formes originales d'entreprises et de projets (coopératives, mutuelles, associations, fondations), repose sur l'engagement des membres qui se réunissent autour de projets porteurs de réponses utiles au développement d'un mieux-être social. Cet engagement ne devrait pas être découragé par des initiatives à finalité sécuritaire.

Portée par les valeurs démocratiques, les jeunes dirigeants et acteurs de l'économie sociale se battent au quotidien pour démontrer qu'une autre façon d'entreprendre plus solidaire et démocratique est possible. Ils ne peuvent donc accepter la remise en cause de la participation citoyenne à la vie de la nation par le fichage de leurs acteurs.

Ce dispositif viole le principe de respect de la vie privée garanti par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Le CJDES rejoint ainsi les organisations signataires de cet appel, et appelle l'ensemble de ses adhérents à signer et relayer cet appel.

**Pour signer la pétition en ligne contre les fichiers EDVIGE
comme plus de 150 000 personnes :
<http://nonaedvige.ras.eu.org/>**